

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 78 (1937), p. 109-112

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1937__78__109_0

© Société de statistique de Paris, 1937, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/legal.php>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

BIBLIOGRAPHIE

Lutte (La) contre le Bon Marché, par Gabriel POLGE DE COMBRET. Préface de Albert SCHATZ, professeur à la Faculté de Droit de Lille, 1 volume 220 pages. Sirey éditeur, 1936.

C'est sous une forme nette, concise, bien qu'étudiée en profondeur, que M. POLGE DE COMBRET attaque, sous une forme nouvelle, un problème souvent traité par d'autres avec banalité.

La détermination sociale du prix (ainsi d'ailleurs que sa détermination statistique) est facteur de la superstructure et de l'infrastructure de la Société. C'est donc tout le problème économique-social qui est exposé dans ce livre avec une conscience et une objectivité très rares chez un jeune économiste.

Le paradoxe de l'abondance et de la pauvreté engendrées par l'évolution de la technique prend ici une recrudescence d'intérêt puisque toute la lutte économique-sociale se fait autour, et de la baisse du prix de revient, et de la réduction de la puissance d'achat des diverses classes consommatrices qu'entraîne simultanément le développement du machinisme.

Dans cette lutte contre le bon marché tous les éléments sociaux interviennent : l'Entrepreneur, l'État et le Salarié.

L'Entrepreneur, s'est défendu contre la lutte incessante sur le marché des prix non seulement en acceptant les changements techniques dans la production comme un fait s'imposant impérativement à lui, mais encore en compressant dans la mesure du possible les frais généraux, méthode qui implique en soi une subordination réelle à la rationalisation, rationalisation qui elle-même a entraîné les ententes, cartels, trust ou « monopoles incomplets » avec leurs résultats parfois brillants et parfois aussi ruineux. Ces ententes à la production ont été complétées par des ententes à la vente : cartels de vente, auxquels sont venus se joindre les prix imposés.

Mais comme toute mesure économique en entraîne toujours une autre en opposition, les Magasins à Prix Unique se sont ouverts avec leurs avantages certains et leurs petits inconvénients et la lutte de l'Entrepreneur et celle du détaillant se sont jointes contre Magasins de forme nouvelle, forçant le législateur à les réglementer.

Cette intervention de l'État n'est d'ailleurs qu'un léger complément de l'œuvre qu'il a entreprise dès l'après-guerre, œuvre qui consiste à s'immiscer dans la production. Non seulement en France mais à l'Étranger, l'État s'est introduit dans de nouveaux domaines par trois voies différentes : 1° d'abord en abandonnant le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande internationales, par des réglementations douanières intransigeantes; 2° par une intervention directe dans la production; 3° par une politique fiscale impérative et irrationnelle.

Les désordres créés par la guerre tant dans le domaine technique que dans l'économique ont fait que les nations se sont repliées sur elles-mêmes et les barrières douanières s'élevèrent, facteurs de l'anarchie économique et monétaire; et, lorsque le plafond le plus haut fut atteint on alla plus loin encore grâce à des moyens nouveaux : contingentements, surtaxes compensatrices du change et contrôle des changes; de là chaque nation se trouvait en face de « Monopoles de fait » dont les résultats ne pouvaient être que l'accroissement du coût de vie. Cependant, l'État ambitieux, ou craignant le pis est intervenu directement dans la production par la politique du « renflouage » parfois inévitable, mais toujours si onéreuse pour le Trésor; de là est née cette fiscalité si impérieuse et si lourde, qui grevant simultanément la production,

la vente et le consommateur a entraîné les hauts prix, sans maintenir toutefois l'équilibre budgétaire, sans empêcher le recours trop fréquent à l'emprunt et sans empêcher donc les manipulations monétaires (inflation ou dévaluation) qui évitables ou inévitables — le cas de l'Angleterre mis à part — aboutissent toujours à la hausse des prix.

Mais devant cette lutte incessante pour le maintien du haut prix, les salaires ont fait valoir leurs droits, et ici est intervenu l'élément social : la hausse des prix entraînant nécessairement une hausse correspondante des salaires ou une révolution ; la technique entraînant avec soi, une réduction de la durée du travail, sans réduction du salaire et le chômage.

Devant tant de dilemmes l'auteur conclut à la nécessité d'un ordre nouveau où la Monnaie sera établie sur une base dépendante de la production parce que « continuer à utiliser les métaux précieux pour évaluer et régler la répartition des marchandises, dont l'abondance est reconnue même par les profiteurs de la rareté, constitue un sacrifice du passé. »

Ce qui fait l'intérêt du travail de M. Polge de Combret, c'est la profondeur avec laquelle il est traité ; profondeur qui ne s'écarte jamais cependant du domaine positif, qu'il s'agisse de la part de l'entrepreneur, de celle de l'État ou de celles des éléments sociaux, les théories sont toujours appuyées sur des faits et les faits par des chiffres, et sa critique n'épargne ni l'Entrepreneur, ni l'État.

Il n'y a qu'un seul regret c'est que ce livre ait été fait et avant la dévaluation française, et avant le vote du Robinson-Patman Act (Loi sur les prix minima votée aux États-Unis et qui vise particulièrement les prix uniques).

Ces faits auraient pu dicter quelques belles pages à l'auteur... Il est vrai que rien ne lui interdit de nous fournir quelque jour un complément à sa thèse.

Simonne-Maxe BENOIT.

*
* *

H. H. LOVE : *Application of Statistical methods to agricultural research*, 501 p. *The Commercial Press*. Shanghai, 1936. \$ 3.

Le Dr Love, qui enseigne la Biométrie à Cornell University (État de New-York, U. S. A.), a été appelé en Chine par le Bureau des Recherches agronomiques du ministère de l'Industrie de la République de Chine pour y organiser l'enseignement de la Biométrie.

Le traité que nous analysons ici a été publié en Chine, sous les auspices du gouvernement chinois et de la Fondation chinoise pour l'Avancement de l'Éducation.

Ce traité « présente, sous la forme la plus simple, les fondements de l'analyse statistique, en particulier quant à l'application du concept d'erreur expérimentale à la mesure de la variation, à l'analyse de la variance, à l'étude de la corrélation et à l'ajustement graphique de distributions de fréquences calculées à des distributions de fréquences observées ».

L'auteur insiste sur l'interprétation et l'application des formules plutôt que sur le calcul même des formules par le calcul différentiel ou intégral.

Les exemples numériques proposés dans les 128 tables du texte sont empruntés surtout à l'agronomie. Mais, bien entendu, les méthodes sont applicables à tout résultat numérique méritant d'être étudié statistiquement.

L'auteur a ajouté en appendice les tables suivantes :

I. $S(n)^m$.

II. $S(\log x)$, $S(x \log x)$, $S(\log x)^2$, pour le calcul de l'équation :

$$y = a + bx + c \log x \text{ de la courbe logarithmique.}$$

- IV. $\frac{0,6745}{\sqrt{N-1}}$ pour le calcul de l'erreur probable.
- VI. $\frac{x}{\sigma}$ pour estimer la probabilité d'après la distribution normale.
- VII. Chances pour ou contre une différence de $\frac{D}{P, E}$.
- VIII et IX. Estimation de la probabilité de la signification d'un résultat d'après le z de Student et d'après le t de Student.
- X. F et t de Snedecor.
- XI. Valeurs significatives de r et R .

DUFRENOY.

VI

COMMUNICATION

Le soixante-dixième Congrès des Sociétés Savantes tiendra ses assises à Paris, les 12, 19, 20 et 21 mai 1937.

De nombreuses questions portées à l'ordre du jour peuvent intéresser quelques-uns de nos collègues. Citons entre autres :

L'électrification et les adductions d'eau dans les campagnes. Conséquences financières, économiques et sociales.

Transformation de l'économie et de la vie dans une commune ou une région rurale depuis 1918.

Avantages et inconvénients de la présence de nombreux travailleurs étrangers dans la région parisienne.

L'intervention de l'État dans la question des prix.

Pour prendre part aux travaux du Congrès il est nécessaire d'adresser une demande au ministre de l'Éducation nationale, 2^e bureau de l'Enseignement supérieur.

A. BARRIOL.

VII

INFORMATION

Notre excellent collègue et ami, M. Lesoir, directeur de l'Office Central de Statistique de Belgique, nous communique le texte suivant de la loi du 18 décembre 1936, autorisant le Gouvernement belge à procéder à des investigations statistiques sur la situation démographique, économique et sociale du pays.

« ART. 1. — Il pourra être procédé, à des dates à fixer par le Roi, à des investiga-

tions statistiques sur la situation démographique, économique et sociale du pays. Ces investigations seront exécutées à l'intervention du ministre qui a l'Office Central de Statistique dans ses attributions.

« ART. 2. — Les règles à suivre pour effectuer les investigations, ainsi que les obligations des particuliers appelés à fournir les renseignements nécessaires seront déterminés par arrêté royal, la Commission Centrale de Statistique préalablement consultée.

« ART. 3. — Les particuliers qui ne rempliront pas lesdites obligations seront passibles d'une amende de 10 à 25 francs et d'un emprisonnement d'un à trois jours ou de l'une de ces peines seulement.

« Les prescriptions de la présente loi et des arrêtés royaux d'exécution pourront être exécutées d'office par les soins de l'autorité et aux frais des contrevenants.

« ART. 4. — Les renseignements fournis par les assujettis ne pourront être utilisés que dans un but statistique, à l'exclusion de tout but fiscal; les renseignements individuels ne pourront, en aucun cas, être divulgués. Les fonctionnaires et mandataires chargés de recueillir les renseignements ou de collaborer aux travaux statistiques seront personnellement responsables de la stricte observation de cette disposition; l'article 458 du Code pénal leur sera applicable, sans préjudice des sanctions disciplinaires éventuelles. »

Tous nos remerciements à notre savant collègue, qui a bien voulu nous signaler cette loi dont l'importance n'échappera à aucun de nos lecteurs.

A. B.

Le Gérant : R. WALTHER.
